



**PRÉFET  
DU BAS-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement Grand Est**

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 21 DEC. 2022**

**mettant en demeure la société SAPPE à Strasbourg  
de déposer une demande d'autorisation pour la régularisation  
de ses activités de stockage de coke de pétrole  
situées au 2 rue de Sète à Strasbourg**

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND EST  
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST  
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement, notamment son article L. 171-7 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 pris en application du titre I<sup>er</sup> livre V du code de l'environnement, autorisant la société SAPPE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux à Strasbourg ;
- VU le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à sa visite du 15 novembre 2022 des installations de la société SAPPE ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 15 novembre 2022, l'inspection a constaté que la société SAPPE exerce une activité de stockage de coke de pétrole dont la quantité est estimée par l'exploitant à environ 900 tonnes ;

CONSIDÉRANT que le 3 novembre 2022, la société SAPPE a réceptionné, par barge, 1 154 tonnes de coke de pétrole ;

CONSIDÉRANT que le seuil quantitatif de 500 tonnes, au-delà duquel un tel stockage de coke de pétrole est soumis au régime de l'autorisation, est dépassé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 autorisant la société SAPPE à exploiter un centre de regroupement, tri, transit de déchets non dangereux et dangereux ne mentionne pas d'activité de stockage de coke de pétrole ;

CONSIDÉRANT qu'en conséquence, la société SAPPE ne peut se prévaloir de l'autorisation requise pour stocker une telle quantité de coke de pétrole ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement : « *I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an.* » ;

CONSIDÉRANT que, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, le rapport susvisé de l'inspection des installations classées ainsi que le projet d'arrêté de mise en demeure ont été transmis à l'exploitant et qu'un délai de quinze jours lui a été accordé pour faire valoir ses observations ;

CONSIDÉRANT qu'à l'issue du délai mentionné ci-dessus, l'exploitant n'a pas formulé d'observation ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SAPPE est mise en demeure de déposer, dans **un délai de six mois**, un dossier de demande d'autorisation de stockage de coke de pétrole visé par la rubrique 4801-1 situé au 2 rue de Sète à Strasbourg.

Ce dossier est conforme aux dispositions pertinentes en l'espèce des articles R. 181-12 à D. 181-15-10 du code de l'environnement.

### **Article 2 : mesures de publicité**

En application des dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 : sanctions administratives**

S'il n'a pas été déféré à la mise en demeure à l'expiration du délai imparti, ou si la demande d'autorisation, d'enregistrement, d'agrément, d'homologation ou de certification est rejetée, ou s'il est fait opposition à la déclaration, l'autorité administrative ordonne la fermeture ou la suppression des installations ou ouvrages, la cessation de l'utilisation ou la destruction des objets ou dispositifs, la cessation définitive des travaux, opérations, activités ou aménagements et la remise des lieux dans un état ne portant pas préjudice aux intérêts protégés par le présent code.

### **Article 4 : voies et délais de recours**

La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Strasbourg (31 avenue de la Paix – BP 51038 Strasbourg cedex), ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

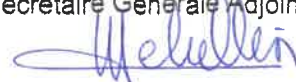
### **Article 5 : exécution**

- le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAPPE par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de Strasbourg.

La préfète,  
Pour la Préfète et par délégation  
la Secrétaire Générale Adjointe



Myriam LEHEILLEIX